

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE: COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #45 / vague 9

Juillet 2017

FIGURES DU CITOYEN CRITIQUE

L'hypothèse qui sous-tendait le module « La démocratie et la citoyenneté » de l'Enquête électorale française était que la citoyenneté critique ne pouvait pas se limiter à la vision monolithique et négative d'un abstentionnisme manifestant une forte défiance ou à la volonté de rester en marge du jeu politique. Ce qui ressort de l'analyse de ce module est d'abord que les citoyens critiques, regroupant ici celles et ceux qui ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie en France, sont très largement majoritaires parmi les personnes interrogées (90,8%). C'est ensuite la complexité de leur rapport à la démocratie et à la citoyenneté qui s'exprime dans le contenu et la portée de leurs critiques ainsi que dans les types d'action jugées légitimes pour y répondre. Trois figures de citoyens critiques se détachent ainsi : les « réformateurs » visant une amélioration du système (48,3%), les « transformateurs » considérant que pour établir une « vraie démocratie », il faut un « changement radical » (34,6%), et les « outsiders » pour qui le dysfonctionnement de la démocratie exige de changer de système politique (7,8%). Ces trois figures se distinguent assez clairement par leurs caractéristiques sociodémographiques et politiques, ainsi que par leurs dispositions à s'engager.

Méthodologie : Les résultats analysés ici sont fondés sur les réponses au module « La démocratie et la citoyenneté » intégré à la vague 9 de l'Enquête électorale française pour l'élection présidentielle 2017. Cette vague a été réalisée entre le 2 et le 7 décembre 2016 auprès de 18 013 personnes inscrites sur les listes électorales et constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Janie Pélabay et Réjane Sénac

Le module « La démocratie et la citoyenneté » de l'Enquête électorale française pour l'élection présidentielle 2017 du CEVIPOF permet de préciser la signification et la portée que revêt, en France, la citoyenneté dite « critique¹ ». Alors que les analyses de sociologie électorale appréhendent principalement cette approche sous l'angle de la désaffection, du cynisme et du scepticisme

¹ NORRIS (Pippa) (ed.), *Critical citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

politiques² se traduisant électoralement par une montée de l'abstention et du populisme, ce module examine si et en quoi la citoyenneté critique n'est pas aussi l'expression d'une forme plus positive d'engagement politique. C'est dans cette perspective que la présente note dresse le portrait d'un citoyen critique aux multiples visages dont le rapport à la démocratie va d'une demande d'amélioration à une attitude de rejet en passant par une aspiration à la transformation radicale du système démocratique en France. Après avoir analysé le profil sociodémographique de ces citoyens critiques, nous verrons jusqu'où ils poussent leurs critiques et sur quels objets ils la font principalement porter. Nous terminerons en analysant les formes d'implication et d'action qu'ils sont prêts – ou non – à assumer.

I - Qui sont les citoyens critiques ?

Dans la catégorie « citoyen critique », nous classons l'ensemble des personnes qui ne se montrent pas satisfaites par le fonctionnement actuel de notre démocratie, qu'elles aspirent à une amélioration, un changement radical ou une sortie du système démocratique. Autrement dit, à l'exclusion des 9,2% ayant répondu que « *notre démocratie fonctionne bien* », et qu'« *il n'y a pas de raison de changer vraiment les choses* », la grande majorité des personnes interrogées (90,8%) peuvent être qualifiées de citoyens critiques. Dans la mesure où l'approche critique est ici définie par le besoin exprimé de dépasser le *statu quo*, il n'est pas étonnant qu'elle soit majoritaire. En revanche, une étude plus fine de ce que cela dit du rapport à la démocratie et à la citoyenneté permet de révéler la complexité et les divergences qui se cachent derrière cette disposition grandement majoritaire à la critique.

Des profils sociodémographiques différents

Dans cette enquête, la **citoyenneté critique** prend en effet trois visages sensiblement différents :

- une approche qui peut être qualifiée de « **réformiste** » chez ceux qui considèrent que « *notre démocratie devrait être améliorée sur de nombreux points* » (48,3%) ;
- une dimension radicalement « **transformatrice** » pour ceux qui estiment qu'« *établir une vraie démocratie en France nécessiterait un changement radical* » (34,6%) ;
- une posture de rejet de la part de ceux que nous qualifierons d'« **outsiders** » dans la mesure où ils font valoir leur volonté de sortir du système démocratique considérant que « *la démocratie, cela ne marche pas ; il faut trouver un autre système politique* » (7,8%).

Du point de vue des profils sociodémographiques, nous pouvons noter des différences significatives entre ces trois sous-catégories de citoyens critiques.

En ce qui concerne le **sexe** des répondants, si les femmes sont clairement plus nombreuses (54,3%) que les hommes (45,7%) parmi les « réformateurs », elles le sont encore, même si plus faiblement, parmi les « transformateurs » (51,8% contre 48,2%). À l'inverse, parmi les « outsiders » qui souhaitent une alternative à la démocratie, la différence de proportion d'hommes (50,7%) et de femmes (49,3%) est peu significative. La manière dont les femmes et les hommes se répartissent dans chaque catégorie de citoyens critiques semble aller dans le sens des représentations sociales associant les femmes à une attitude privilégiant l'écoute et la conciliation plutôt que l'opposition et la confrontation. Si dans notre enquête les femmes se montrent plus enclines à la réforme qu'au rejet, il faut toutefois souligner qu'un des résultats importants est le fait que les femmes sont aussi présentes que les hommes parmi les « outsiders » qui prônent la sortie du système.

² ABDELZADEH (Ali) and EKMAN (Joakim), "Understanding Critical Citizenship and Other Forms of Public Dissatisfaction: An Alternative Framework", *Politics, Culture and Socialization*, vol. 3, n° 1-2, 2012, p. 177-194.

Concernant l'**âge**, parmi ceux qui veulent sortir du système démocratique (« *outsiders* »), la tranche d'âge la plus représentée est celle des 35-49 ans (29,4% alors qu'ils constituent 26,3% de l'échantillon général). Les 18-24 ans et les 25-34 ans sont, eux, quasiment répartis de manière équivalente entre les citoyens « non critiques » et les trois catégories de citoyens critiques. Les 65 ans et plus sont, à l'inverse, surreprésentés parmi les citoyens « non critiques » pour qui la « démocratie fonctionne bien » (28,6% alors qu'ils sont 22,5% pour l'ensemble des répondants). Ou alors, s'ils sont critiques, ils sont sous-représentés parmi les « *outsiders* » (17,1%). Ainsi, l'idée d'après laquelle les jeunes porteraient une critique plus radicale n'est pas confirmée par ces données, qui soulignent cependant la moindre disposition à la critique des plus âgés.

S'agissant du **niveau de diplôme**, il est inversement proportionnel à l'intensité de la critique : si le niveau bac+4 ou plus et grandes écoles est majoritaire chez les « réformateurs » (55% sur 48% dans l'échantillon), ce sont les niveaux « aucun diplôme » (5,8% contre 5% pour l'ensemble des répondants) ou « BEPC, CAP, BEP » (28,7% (contre 25,3% pour l'ensemble des répondants) qui dominent parmi les « transformateurs », ceux qui veulent une transformation radicale de la démocratie. Les répondants déclarant n'avoir « aucun diplôme » sont encore plus fortement présents parmi les « *outsiders* » dont la critique va jusqu'au rejet du système démocratique (8,2% contre 5%) ; les détenteurs d'un « BEPC, CAP, BEP » sont aussi fortement surreprésentés chez ces citoyens critiques « *outsiders* » (33,8% contre 25,3%).

Les **revenus** sont, eux aussi, distribués de manière inversement proportionnelle à la force de la critique : les « réformateurs » sont surreprésentés parmi les personnes disposant d'un revenu compris entre 3500 et 6000 euros par mois (52,4% contre 48,3%) et supérieur à 6000 euros (53,8% contre 48,3%). Les « transformateurs » sont plus nombreux à avoir des revenus allant jusqu'à 2 500 euros. Les « *outsiders* » ont le niveau de revenu le plus faible, ils sont en particulier surreprésentés parmi les personnes gagnant moins de 1250 euros (11,7% contre 7,8%).

Cette logique se retrouve dans le **statut professionnel** des répondants. Les retraités et les cadres supérieurs sont surreprésentés parmi les citoyens « non critiques » estimant que notre démocratie fonctionne bien. Les inactifs, les ouvriers et les employés sont, quant à eux, surreprésentés parmi les « *outsiders* ».

S'agissant du **lieu de résidence**, les habitants des villes de 200 000 habitants et plus sont surreprésentés parmi ceux qui considèrent que la démocratie fonctionne bien (40,5% contre 35,2% pour l'ensemble des répondants) et s'ils sont critiques, ils le sont davantage dans une approche réformiste. En ce qui concerne les habitants des zones rurales (moins de 2000 habitants), ils sont légèrement plus nombreux à porter une critique radicale (26,5% contre 25,7%), voire le rejet du système démocratique (27,5% contre 25,7%). Quant aux habitants des villes moyennes (10 000 à 49 999 habitants), les différences entre types de citoyens, critiques ou non, ne sont pas significatives. Si une différence se dégage entre les métropoles et les zones rurales, ces données ne permettent pas de déterminer où se situe le péri-urbain au regard du type et du niveau de la critique.

Les profils politiques

Du point de vue du profil politique, par rapport à l'ensemble des répondants, les **citoyens « non critiques »** qui considèrent que « la démocratie fonctionne bien » sont plus nombreux à se positionner « surtout à gauche » (43% contre 33,6% pour l'ensemble des répondants) de l'échiquier politique, et un peu moins que l'ensemble des répondants à se positionner « surtout à droite » (41,6% contre 43,9%). Si la surreprésentation des répondants se disant proches du Parti socialiste (PS) est en accord avec ce résultat (31,9% contre 16,4%), notons cependant que parmi les répondants se disant proches des Républicains (LR), ils sont aussi surreprésentés (25,9% contre 20,3%). Ils sont par contre moins nombreux que l'ensemble des répondants à se dire « très à droite » (9,3% contre 13,4%), et nettement moins nombreux (4,9% contre 15,3%) à se déclarer proches du Front national (FN).

S'agissant des citoyens critiques, les « **réformateurs** » se positionnent davantage « surtout à gauche » (37% contre 33,6%) que « surtout à droite » (41,8% contre 43,9%) et là aussi, leur sous-représentation parmi les répondants se disant « très à droite » est nette (8,7% contre 13,4%). Ce dernier résultat est corroboré par leur faible proximité avec le FN (9% contre 15,3%).

Bien que l'on observe une légère surreprésentation des « **transformateurs** », partisans d'un changement radical, parmi ceux qui se situent « très à gauche » (9,2% contre 7,4% pour l'ensemble des répondants), on y trouve davantage ceux qui se disent « surtout à droite » (46,7% contre 43,9%) que ceux qui se positionnent « surtout à gauche » (29,2% contre 33,6%), avec une nette surreprésentation parmi les « très à droite » (18,5% contre 13,4%). Ce positionnement concorde avec leur proximité forte avec le FN (22,9% contre 15,3%).

Quant aux « **outsiders** » qui aspirent à changer de système parce qu'ils jugent la démocratie défailante, s'ils sont dans la moyenne de l'ensemble des répondants se situant « très à gauche » (7,8% contre 7,4% pour l'ensemble des répondants), ils sont clairement sous-représentés parmi les répondants se déclarant « surtout à gauche » (20,8% contre 33,6%). Leur surreprésentation parmi les « surtout à droite » (47% contre 43,9%) s'explique par un positionnement nettement « très à droite » (24,4% contre 13,4%) et non par leur positionnement « plutôt à droite » (4,8% contre 8%) et « à droite » (17,7% contre 22,5%). Ainsi, les « **outsiders** » ne se sentent pas proches des partis de gouvernement avec 5,4% (contre 16,4%) pour le PS et 13% (contre 20,3%) pour LR. Ils affirment par contre une très forte proximité avec le FN (32,6% contre 15,3%) ou disent ne se sentir proche d'aucun parti (29,7% contre 21,9%).

Concernant la proximité avec le mouvement « En Marche ! », les chiffres recueillis au moment de cette enquête en décembre 2016 ne sont pas significatifs. Seulement 1,9% de l'ensemble des répondants affirmaient qu'« En Marche ! » était le parti dont ils se sentaient le plus proche ou le moins éloigné. Nous disposons par contre de chiffres plus riches d'enseignement en ce qui concerne la cote de popularité d'Emmanuel Macron auprès des différents types de citoyens critiques ou non, ainsi que les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle pour le candidat Emmanuel Macron. Sa cote de popularité est inversement proportionnelle à l'intensité de la critique. Si parmi les citoyens « non critiques », ils ne sont que 32% à dire qu'ils « ne l'aime[nt] pas », ils sont 36,2% parmi les « réformateurs », 50% parmi les « transformateurs » et 54,9% parmi les « outsiders ». Pour les intentions de vote, selon divers scénarii des candidat.e.s en lice au premier tour (les primaires de la gauche étant en cours au moment de cette enquête), Emmanuel Macron recueille entre 12,1% et 16,4% sur l'ensemble des répondants. Ces intentions de vote font apparaître deux groupes se distinguant nettement : d'un côté, les « non critiques » (de 23,4% à 14,5%) et les « réformateurs » (de 20,5% à 14,5%) et de l'autre côté, les « transformateurs » (de 10,8% à 8,8%) et les « outsiders » (de 8,2% à 7,6%).

En résumé, ce qui distingue les types de citoyen critique, c'est avant tout le positionnement politique et la proximité partisane avec une nette surreprésentation des répondants se déclarant proches du FN parmi les « transformateurs » et encore plus les « outsiders ». Comme éléments distinctifs viennent ensuite les diplômes ainsi que les revenus et les positions socio-professionnelles : leur niveau est inversement proportionnel à la force de la critique.

II - Jusqu'où et sur quoi les citoyens critiques font-ils porter leurs critiques ?

Outre le fait qu'elle permette d'affiner le portrait des citoyens critiques, l'analyse du module « La démocratie et la citoyenneté » de l'Enquête électorale du CEVIPOF met en évidence à quel type de démocratie ces citoyens aspirent. Pour cela, deux questions permettent, d'une part, d'éclairer leur conception de la citoyenneté française et, d'autre part, de préciser le contenu et l'étendue des critiques qu'ils adressent à la démocratie.

Les différentes conceptions du citoyen français

À la question de savoir ce qu'il est important de faire « **pour être vraiment un citoyen français** », les citoyens critiques dans leur globalité classent par ordre d'importance :

- **le respect des droits de chacun** qui évoque d'un point de vue théorique une conception universaliste proche des Lumières et du libéralisme politique, mais qui peut aussi être compris dans une optique plus patriotique de défense des droits de la communauté nationale ;
- **la participation aux élections** qui renvoie à une conception représentative de la démocratie pouvant exprimer aussi bien une attente minimale de respect des règles politiques qu'un devoir civique plus fort, voire l'exercice fondamental de la souveraineté du peuple ;
- **le fait de vivre sur le territoire français** qui se décline, soit sur le mode minimaliste d'une citoyenneté de résidence requérant peu de la part du citoyen, soit sur un mode plus identitaire d'une forme de vie aux contours bien tracés et à respecter ;
- **l'identification au mode de vie typiquement français** qui énonce explicitement une exigence d'assimilation en conditionnant l'inclusion à la citoyenneté française à une conformité avec ce qui est considéré comme l'identité spécifique de la nation française, en particulier ses valeurs et les comportements qui y sont associés ;
- **le fait de s'informer et de s'intéresser à la vie politique** qui projette une vision de la citoyenneté où l'engagement ne porte pas sur l'identité, mais sur une participation politique plus éclairée et réflexive ;
- **l'engagement au service de la collectivité** qui dévoile une vision civiquement plus exigeante proche d'une pensée républicaine valorisant les vertus du citoyen actif œuvrant pour le bien commun.

Regardons à présent comment ces différentes conceptions du citoyen français sont portées par chaque type de citoyen critique. À cet égard, des différences sensibles apparaissent.

Les citoyens critiques « réformateurs », comme les « non critiques », répondent prioritairement qu'il faut « participer aux élections », respectivement 82,5% et 82,8%, tandis que cette réponse est jugée moins importante par les « *outsiders* » qui souhaitent un autre système politique (71,2%).

Les « *outsiders* » (71,6%) considérant que « la démocratie, ça ne marche pas » et les « transformateurs » (70,9%) qui souhaitent un changement radical sont plus nombreux que les « réformateurs » (62,5%) à considérer que « vivre sur le territoire » est important pour « être vraiment un citoyen français ». Les « *outsiders* » (67,5%) et les « transformateurs » (64,9%) sont aussi plus nombreux que les « réformateurs » (57,8%) à considérer qu'« être vraiment un citoyen français » exige « l'identification au mode de vie typiquement français ».

Ceux qui souhaitent un autre système politique, les « *outsiders* », sont sous-représentés parmi ceux qui associent le fait d'« être un vrai citoyen » au respect des droits de chacun. Ils le sont aussi, tout comme les « transformateurs », parmi les répondants considérant qu'il est important de « s'informer et de s'intéresser à la vie politique ».

Il semble se dégager une conception plus exigeante des conditions d'accès à la citoyenneté pour les « *outsiders* » et les « transformateurs » qui marquent leur attachement à une exigence de conformité à l'identité, aux valeurs et aux mœurs de la communauté nationale. Les « réformateurs » et les « non-critiques » ont une conception plus ouverte de la citoyenneté puisqu'elle repose davantage sur le respect des règles juridiques et politiques que sur des critères de conformité culturelle.

Les critiques de la démocratie et de son fonctionnement en France

Venons-en maintenant à ce sur quoi porte la critique en examinant la position des répondants vis-à-vis, d'une part, de la démocratie comme système politique, et, d'autre part, de la manière dont la France est gouvernée.

Parmi les différentes réponses proposées quant à savoir « **ce que devrait être la démocratie** », la **vision protestataire** où il s'agit de « se donner le droit de contester les décisions que l'on juge mauvaises » est celle qui est la plus soutenue, aussi bien par les citoyens critiques que non critiques. Parmi les « transformateurs », partisans d'un changement radical, 75% expriment leur accord avec cette proposition, alors qu'ils ne sont que 67,6% parmi les « *outsiders* » qui aspirent à un changement de système, ce qui amène à s'interroger sur leur propension respective à s'engager en faveur du changement souhaité. Cette réponse recueille paradoxalement un score élevé parmi les « réformateurs » (64,4%) et même parmi les citoyens « non critiques » qui trouvent que « la démocratie fonctionne bien » (56%).

L'**approche délibérative** de la démocratie, selon laquelle on devrait « discuter ensemble pour faire le tour des arguments, et décider ensuite », est, elle aussi, plébiscitée par tous avec, cependant, comme pour la vision protestataire, un moindre enthousiasme de la part des « *outsiders* » (58,6%) comparativement aux « transformateurs » (67,8%).

La participation à la vie publique au-delà des élections, qui correspond à une **conception participative** de la démocratie, est accueillie de manière favorable aussi bien par les citoyens « non critiques » (55,5%) que critiques, avec une légère préférence de la part des « transformateurs » (58,6%).

La conception renvoyant la démocratie à sa **dimension représentative** fait l'objet d'une faible adhésion de la part des « transformateurs » (34,4%), et encore plus faible de la part des « *outsiders* » (31,1%).

La proposition consistant à « confier à des experts le soin de prendre les bonnes décisions », qualifiable d'**expertocratie**, recueille dans la même proportion (32%) l'accord des « réformateurs » et des « transformateurs », avec une adhésion plus forte de la part des « *outsiders* » (36%).

En complément de leurs positionnements positifs vis-à-vis de « ce que devrait être la démocratie », les accords ou désaccords que les citoyens critiques manifestent au sujet d'un ensemble de critiques portant sur « **la manière dont la France est gouvernée** » permettent d'éclairer leurs attentes sur la démocratie et la citoyenneté au travers de leur diagnostic qualifiable de négatif, au sens où il porte sur ce qui est considéré comme dysfonctionnant et sujet à critique.

Par ordre décroissant, la critique avec laquelle les répondants se disent le plus d'accord (83,7%) est le fait que « **les élites politiques ignorent les problèmes du peuple** ». Ce consensus critique masque des divergences entre les citoyens « non critiques » (seulement 68,2%) et les citoyens critiques parmi lesquels les « transformateurs » (89,8%) sont les plus nombreux à porter cette critique anti-élites ; puis viennent les « *outsiders* » (86,4%) et les « réformateurs » (81,8%).

La critique de **la soumission du pouvoir politique aux puissances économiques** arrive en deuxième position (79,9%). Elle est assez largement partagée à la fois par les citoyens « non critiques » (74,4%) et par les citoyens critiques avec un accord un peu plus élevé chez les « transformateurs » (83,5%) que chez les « réformateurs » (78,7%) et les « *outsiders* » (77,3%).

En troisième position, **le manque de contrôle de l'action des dirigeants politiques** (79,8%) fait l'objet d'une appréciation divergente de la part des citoyens « non critiques » (61,8%) et des citoyens critiques, avec là encore un accord plus fort de la part des « transformateurs » (87%) comparativement aux « *outsiders* » (82%) et aux « réformateurs » (77,6%).

La critique arrivant en quatrième position, à savoir que « **tous les citoyens ne sont pas traités de la même manière** » (79,1%), est, elle aussi, nettement moins portée par les citoyens « non critiques » (60,6%) et nettement plus par les « transformateurs » (86,2%), les « *outsiders* » (83,3%) et les « réformateurs » (76,9%).

En cinquième position, **le « manque d'informations et d'explications sur les décisions politiques »** (72,9%) est très peu dénoncé par des citoyens « non critiques » (55,1%) se jugeant sans doute suffisamment informés. Parmi les citoyens critiques, on retrouve la répartition décroissante entre « transformateurs » (80,6%), « *outsiders* » (77,5%) et « réformateurs » (70,1%). L'avant-dernière critique concernant la prise en compte insuffisante du vote blanc (71,5%) reprend le même classement : « transformateurs » (76,1%), « *outsiders* » (71%), « réformateurs » (70%), avec des citoyens « non critiques » qui retiennent quand même cette critique à 62%.

La dernière critique, **le rôle des « experts non-élus » dans la prise de décision** se démarque très nettement, avec uniquement 57,4% des répondants endossant cette critique et plus d'un tiers (36,8%) ne prenant pas position (ni d'accord ni pas d'accord). Pour ceux qui formulent cette critique, on retrouve le même classement : « transformateurs » (65,3%), « outsiders » (63,6%), « réformateurs » (53,3%).

On voit ainsi qu'à l'exception de la proposition « le pouvoir politique est soumis aux puissances économiques » à laquelle les « réformateurs » se montrent particulièrement sensible, pour toutes les autres propositions de diagnostic négatif, les « transformateurs » sont les plus critiques, les « outsiders » l'étant un peu moins et les « réformateurs », beaucoup moins.

Tableau 1 : Critiques sur la manière dont la France est gouvernée
Source : Enquête électorale française 2017, vague 9

	<i>Citoyens non-critiques</i>	<i>Réformateurs</i>	<i>Transformateurs</i>	<i>Outsiders</i>	<i>Moyenne</i>
Les élites politiques ignorent les problèmes du peuple	68,2%	81,8%	89,8%	86,4%	83,7%
Le pouvoir politique est soumis aux puissances économiques	74,4%	78,7%	83,5%	77,3%	79,9%
Il n'y a pas assez de contrôle de l'action des dirigeants politiques	61,8%	77,6%	87,0%	82,0%	79,8%
Tous les citoyens ne sont pas traités de la même manière	60,6%	76,9%	86,2%	83,3%	79,1%
On manque d'informations et d'explications sur les décisions politiques	55,1%	70,1%	80,6%	77,5%	72,9%
Le vote blanc n'est pas assez pris en compte	62,1%	70,0%	76,1%	71,0%	71,5%
Trop de décisions sont prises par des experts non-élus	44,0%	53,3%	65,3%	63,6%	57,4%

III - Quelles actions les citoyens critiques sont-ils prêts à assumer ?

Après avoir analysé le contenu et la portée des critiques, nous allons examiner pour finir le rôle que les citoyens critiques sont – ou non – prêts à jouer dans la transformation, qu'ils attendent de la démocratie.

Passer à l'action ?

Les citoyens critiques « **réformateurs** » (soit 48,3% des personnes interrogées) répondent majoritairement qu'ils s'associeraient à des initiatives déjà existantes (65,3%). 27,4% d'entre eux considèrent que ce n'est ni leur rôle ni leur responsabilité d'agir pour le changement auquel ils aspirent. Et seule une petite minorité de « réformateurs » (7,3%) affirme avoir « des idées à défendre » et être « prêt à proposer des actions pour changer les choses ».

Les citoyens critiques favorables à un changement radical, les « **transformateurs** », (34,6% des personnes interrogées) sont majoritairement prêts à « prendre part à des initiatives qui [leur] conviennent » (60,3%). Ils sont 24,3% à considérer que ce n'est pas à eux d'y contribuer et seulement 15,4% à considérer que leur rôle dans la transformation de la démocratie passe par la défense de leurs idées et la proposition d'action.

Quant aux « **outsiders** », partisans d'un changement de système politique (7,8%), ils sont nettement moins enclins à prendre part à des initiatives déjà existantes (46%). Et le reste des « **outsiders** » se répartit de manière assez paradoxale entre un désinvestissement au motif que « ce n'est pas à [eux] d'y contribuer » (31,3%) et une implication active pour faire valoir leurs idées et propositions (22,7%). C'est ainsi le portrait des « **outsiders** » qui s'avère le plus contrasté puisque, parmi les trois catégories de citoyen critique, ils sont proportionnellement les plus nombreux, à la fois, à considérer que ce n'est pas à eux de contribuer au changement et à se dire prêts à « proposer des actions pour changer les choses ». Pour le dire autrement, ce sont chez les « **outsiders** » que l'on trouve la plus grande proportion de « prafiste », expression utilisée par Brice Teinturier³ pour désigner le désengagement des Français qui « n'en ont plus rien à faire » de la politique, mais aussi de citoyens impliqués tant au plan des idées que de l'action.

Le répertoire d'actions

En complément de ces indicateurs sur le degré d'implication face au changement souhaité, penchons-nous sur la position des répondants, et notamment des citoyens critiques, vis-à-vis d'actions auxquelles ils pourraient prendre part.

Parmi les types d'action proposés, 72,2% des répondants affirment avoir **déjà signé une pétition** ; c'est le pourcentage le plus élevé en ce qui concerne les actions déjà entreprises. Avec 4,5% estimant qu'ils ne le feraient jamais, cette action est aussi celle qui provoque le moins de réticence.

Le boycott de certains produits arrive en deuxième position des actions déjà effectuées (50,8% en moyenne). Parmi les citoyens critiques, ce sont les « transformateurs », c'est-à-dire les partisans d'un changement radical (54,5%) qui sont les plus enclins à porter ce type d'action.

En moyenne, 47,4% des répondants ont **déjà participé à une manifestation autorisée**. Paradoxalement, cette action a été la plus utilisée par les citoyens « non critiques » (50,7%) et la moins utilisée par les « **outsiders** » (35%). Qui plus est, parmi les « **outsiders** », 25,2% affirment qu'ils ne feront jamais, soit quasiment 9 points de plus que l'ensemble des répondants (16,4%).

« **Contacter un homme ou une femme politique** » n'a été entrepris que par 30,9% des répondants, mais c'est, en revanche, l'action que chaque type de citoyens – critiques ou non – envisage le plus aisément de faire.

Le militantisme associatif (hors parti politique) a été le plus pratiqué par les citoyens « non critiques » (28%) et le moins pratiqué par les « transformateurs » (19,4%), pour une moyenne générale de 25,9%. La réticence à ce type d'engagement est également forte chez les « **outsiders** » puisque 38,8% d'entre eux affirment qu'ils ne militeront jamais dans une association ou organisation autre qu'un parti politique, cette position étant de 32,2% pour l'ensemble des répondants.

Afficher un signe visible d'engagement, que cela soit un badge ou un autocollant, pour « faire campagne pour une cause » a déjà été fait par 20,6% des répondants. Les « **outsiders** » se démarquent par leur plus forte réticence à utiliser ce mode d'action à l'avenir (44,3% contre une moyenne générale de 37,7%).

Pour finir, « **militer dans un parti ou un groupe engagé politique** » est l'action ayant été la moins réalisée (11,8% en moyenne) et c'est aussi celle qui est la moins envisagée à l'avenir, à la fois, par l'ensemble des répondants (54,8%) et par chaque catégorie de citoyens, critiques ou non.

Les préférences des citoyens pour que « la France soit mieux gouvernée »

Au-delà de leur engagement propre, les répondants se sont positionnés sur une liste de propositions présentées comme des possibilités pour que « la France soit mieux gouvernée ».

La plus soutenue de ces propositions est **la consultation plus fréquente de groupes de citoyens ordinaires**. Si cette proposition recueille 72,3% d'accord pour l'ensemble des répondants, il existe des disparités parmi les citoyens critiques. Ils sont 81,3% parmi les « transformateurs » à soutenir cette proposition contre seulement 69,1% parmi les « réformateurs », et 74,1% parmi les « **outsiders** ».

³ TEINTURIER (Brice), *Plus rien à faire, plus rien à foutre, La vraie crise de la démocratie*, Paris, Robert Laffont, 198 p., 2017.

L'évaluation des compétences des élus avant qu'ils n'entrent en fonction arrive en deuxième position des propositions soutenues avec 67,1% d'accord en moyenne. Les « réformateurs » y sont moins favorables (63,8%) que les « transformateurs » (74,3%) et les « outsiders » (72,5%).

L'adéquation entre « les profils des dirigeants » et « la diversité de la société actuelle » est attendue par 63% en moyenne, avec un soutien appuyé de la part des « transformateurs » (68,8%) et un soutien plus mesuré de la part des « outsiders » (58,8%). Notons qu'au regard de leur profil sociodémographique, de leur proximité partisane avec le FN et aussi de leur conception privilégiée de la citoyenneté, l'attachement des « transformateurs » et des « outsiders » à la diversité doit plutôt se comprendre comme une dénonciation de l'exclusion des classes populaires, et non comme une revendication d'inclusion des minorités ethnoculturelles et des femmes.

Un plus grand « recours au référendum pour que les citoyens aient le dernier mot » n'arrive, pour l'ensemble des répondants, qu'à la quatrième position avec 61,6% d'accord. Cependant, ce chiffre masque une grande différence entre citoyens « non critiques » (40,1%) et citoyens critiques parmi lesquels on observe un clivage entre, d'un côté, les « réformateurs » (55,7%) et, de l'autre côté, les « transformateurs » (73,4%) et les « outsiders » (71,1%).

La mise en place du vote obligatoire est moins soutenue (51,1% en moyenne), mais également moins clivante (50,8% pour les citoyens « non critiques », 49,9% pour les « réformateurs », 53,7% pour les « transformateurs » et 47,9% pour les « outsiders »).

Le « tirage au sort d'au moins une partie des décideurs parmi les citoyens ordinaires » arrive en dernière position (41,6%) des propositions soutenues, avec de grandes disparités : elle est très peu soutenue par les citoyens « non critiques » (25,1%) assez peu par les « réformateurs » (35,8%), mais relativement plus par les « transformateurs » (51,9%) et les « outsiders » (50,8%).

Conclusion

En conclusion, la figure du citoyen critique est éminemment contrastée et plurielle.

Elle l'est d'abord de par les profils sociodémographiques et politiques caractérisant les trois sous-catégories de citoyens critiques que cette étude met en lumière. Il ressort que plus les diplômes, les revenus et les positions socio-professionnelles sont élevés, plus l'intensité de la critique de la démocratie est modérée. Ils vont en augmentant depuis les « outsiders », partisans d'une sortie du régime démocratique, aux « transformateurs » favorables à un changement radical jusqu'aux « réformateurs » souhaitant l'amélioration sur de nombreux points de la démocratie.

Le positionnement politique et la proximité partisane sont eux aussi tout à fait distinctifs : alors que les « réformateurs » se déclarent proches des partis de gouvernement, les « transformateurs » et encore plus les « outsiders » comptent dans leur rang un nombre proportionnellement beaucoup plus important de proches du FN.

La figure du citoyen critique est également plurielle concernant le rapport à l'action et les solutions envisagées. Démentant l'image d'un citoyen dont le désengagement serait proportionnel au niveau de critique, les « outsiders » sont ceux qui manifestent la plus grande disposition à défendre leurs idées et à proposer des actions pour changer les choses. Les « transformateurs » dont les critiques n'impliquent pas une sortie de la démocratie et *a fortiori* les « réformateurs » sont, eux, moins enclins à être à l'initiative du changement. Cependant, ce résultat est à nuancer au regard du fait que ce sont aussi les « outsiders » qui sont les plus nombreux à considérer que « ce n'est pas à [eux] d'y contribuer ».

Compte tenu de la répartition des répondants entre les trois catégories de citoyenneté critique (48,3% de « réformateurs », 34,6% de « transformateurs », 7,8% de « outsiders »), la dimension active de la citoyenneté critique est surtout portée par les « réformateurs » et les « transformateurs », mais selon un mode d'action qui se limite à prendre part à des initiatives qui leur conviennent, et non à les impulser.

Bibliographie et références documentaires

NORRIS (Pippa) (ed.), *Critical citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

ABDELZADEH (Ali) and EKMAN (Joakim), "Understanding Critical Citizenship and Other Forms of Public Dissatisfaction: An Alternative Framework", *Politics, Culture and Socialization*, vol. 3, n° 1-2, 2012, p. 177-194.

Les auteures

Janie Pélabay
Chargée de recherche FNSP
janie.pelabay@sciencespo.fr
Réjane Sénac
Chargée de recherche CNRS
rejane.senac@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Avec la participation de :

Flora Chanvril-Ligneel, Bruno
Cautrès, David Coppello,
Bernard Reber, Martial
Foucault

Pour citer ce document :

PÉLABAY (Janie) et SÉNAC (Réjane), « Figures du citoyen critique », *Note ENEF 45, Sciences Po CEVIPOF*, juillet 2017, p.10.

URL : <https://www.enef.fr/les-notes/>

© CEVIPOF, 2017 Janie Pélabay et Réjane Sénac

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

